

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article902>



Pour un renouveau démocratique et pour retrouver le sens de l'intérêt général



a démocratie : un enjeu - Suffrage universel -

Date de mise en ligne : samedi 6 septembre 2014

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Guy Navarro nous apporte dans le texte ci-dessous sa vision de la situation et des moyens d'en sortir. Ce texte est évidemment soumis à débat.

Pour un renouveau démocratique et pour retrouver le sens de l'intérêt général

Le constat : depuis plus de 50 ans aucune solution "politique" et conventionnelle n'est arrivée à résoudre ce problème du déficit démocratique dans notre pays. Moralité, il nous faut impérativement innover et bousculer les organisations politiques existantes. Mais comment procéder ?

Le contexte : Où se situent les problèmes de fond ?

a/- Le manque de cohésion nationale est principalement due au manque de solidarité pour la simple raison que notre société est trop inégalitaire, et donc trop injuste sur le plan social ; ce qui, insidieusement a fini par déboucher, sur ce qui s'apparente fort à une agonie des consciences (voir pièce 8) dénoncée depuis 1964 par Herbert Marcuse dans L'Homme unidimensionnel. C'est aussi et enfin, ce que ressentent actuellement une majorité de Français, avec une pression fiscale qui ne s'attaque pas, pour diverses raisons inadmissibles, aux plus hauts revenus dont ceux du capital, afin de réduire ces trop grandes inégalités.

b/- La gestion politique par nos équipes dirigeantes (toutes tendances confondues) de notre société et de notre pays, ne va que dans une seule direction : le maintien des privilèges acquis. Moralité, le processus révolutionnaire entamé en 1789, et tous ceux qui ont suivi, ne sont pas arrivés à solutionner ce problème, alors même que les solutions sont connues. Voir le cas de l'Islande (2ème démocratie dans le monde).

c/- Il nous faut donc définir le cadre d'une organisation de société permettant une efficacité réelle sur ce plan afin que nous puissions progresser tous ensemble dans une véritable justice sociale. (voir à ce sujet : toutes les pièces de 2 à 8) dont le contenu mérite la plus grande attention.

De ce constat, et du contexte actuel, de crise politique, économique et sociale, il ressort que nos institutions ne sont plus adaptées à l'évolution de notre société. Le cadre évolutif de cette dernière a entièrement été façonné par les mécanismes d'une idéologie, le néo-libéralisme, qui, conjugué à ceux du capitalisme moderne (les nouveaux outils utilisés par l'industrie financière), nous donne le spectacle qui s'offre à nous actuellement.

Pour savoir enfin **Comment reprendre le pouvoir** l'ensemble de nos concitoyens doit enfin faire preuve de lucidité, et comprendre que tous ceux qui servent le pouvoir exécutif, dans ses prises de décision, usurpent le seul pouvoir de

décision légitime, celui de tous les français, donc le leur (pièces 2, 3 et 4).

Nos sociétés, devenues très complexes, se sont fragilisées, et notre démocratie avec. Elles réclament des moyens modernes de prise de décision. Il est nécessaire de séparer réellement les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire afin de retrouver un nouveau souffle ; mais cela ne constitue qu'une première étape. Le contingentement du facteur humain est devenu une exigence, et ce, au niveau de tous ceux qui sont au service de l'État.

Même au niveau des élus, il s'avère indispensable d'établir des procédures de pré-sélection des candidats, avant leur accès définitif au suffrage des électeurs. Toutes les « affaires » récentes notamment de corruption du personnel politique, plaident également dans ce sens. Une fonction réclame un profil adéquat et une moralité.

Résoudre de manière durable le chômage de masse, ne peut passer que par un choc culturel - rétablir la justice, au sens premier du terme - ce qui ne pourra s'envisager qu'à partir d'un changement de nature du capitalisme, dans ce qui le caractérise le plus : sa monnaie, et tous les modes de rémunération afin d'intégrer définitivement les Droits de l'Homme à l'essence même de l'économie.

Enfin, Les remèdes ? Ils existent et ils sont simples, mais, comme leur adoption dépend exclusivement de ceux auxquels ils sont censés s'appliquer, il n'y a aucune chance qu'ils soient mis en œuvre (Jacques Julliard dans Contre la profession politique – Marianne n° 818-819 - 22 déc.2012 - 04 janv.2013) (voir pièce 5) notamment sans bousculer, avec une certaine énergie, l'oligarchie des incapables qui nous gouvernent actuellement. D'où la nécessité de recourir à La stratégie du choc dénoncée par Naomi Klein (2008 - Leméac/Actes Sud ; pour obtenir l'effet boomerang visé. L'effet de surprise doit être totale (voir pièce 7 - b).

Les orientations principales de la politique économique et sociale de notre pays doivent être définies et approuvées par une majorité de français (entre 65 et 80 %). C'est la seule manière de mobiliser toutes les énergies et créer une dynamique de combat afin que notre pays retrouve sa place de leader dans une construction européenne dont l'orientation actuelle est entièrement maîtrisée par l'Allemagne, avec le triste résultat qui en découle depuis au moins deux décennies.

Les parlementaires seraient chargés de contrôler le gouvernement dans la mise en œuvre de cette politique définie par tous les français.

Le Chef de l'État, retrouverait ce qui lui incombe au premier chef, à savoir être garant du bon fonctionnement des institutions dont l'objectif premier serait le bien-être de tous les français, et de propulser notre pays en tête des 28 ou 30 pays de l'UE.

On assisterait ainsi, à un glissement des responsabilités pour une plus grande cohérence de l'ensemble. Tous les responsables élus, après une pré-sélection sur dossier et profil, pour assumer au mieux la fonction sollicitée auprès des électeurs, n'auraient en charge qu'une responsabilité administrative et de gestion courante des affaires publiques. Tout le reste doit faire appel à une nouvelle organisation de la société civile ; organisation qui serait détaillée ultérieurement tout comme le contenu de La stratégie du choc, dans sa mise en œuvre.

Le contrôle de cette gestion se ferait annuellement, un peu comme cela se fait au sein des conseils d'administration des grandes entreprises. Cette gestion serait approuvée que dans la mesure où le capital potentiel de production des administrés aurait enregistré une croissance quantitative modérée, raisonnée, pour le pays, et qualitative sur le plan

du
niveau de vie de ces derniers.

Cette organisation, son nouveau mode de fonctionnement, et le nouveau modèle de développement qui en résulterait, constituent une innovation majeure issue d'une procédure de la méthode bien connue : l'Analyse de la Valeur. C'est le fruit d'environ 30 ans de travaux d'étude, de recherche et de réflexion issus de l'observation de l'organisation et du mode de fonctionnement du modèle existant, dont nous connaissons hélas, le résultat. Cette démarche a donc toute sa valeur scientifique, notamment aux regards des valeurs humaines.

Le détail de l'ensemble de ces éléments, ici, en première approche et présentation, ne serait détaillé que dans la mesure où l'essence qui en ressort, ici, et ainsi porté à la connaissance des français par médias écrits et autres (audios, etc...), ces derniers en seraient demandeurs par sondages interposés. A nous d'œuvrer dans ce sens.

Pièces à consulter :

1/- La France que laissera Sarkozy - "Un système schizophrène, un peuple fatigué" (Courrier international 28 avril 2011) par Benjamin Korn (voir :

<http://www.courrierinternational.com/article/2011/04/28/un-systeme-schizophrane-un-peuple-fatigue>)

2/- Changer de président ou changer de Constitution (Le Monde diplomatique, mars 2007) par André Bellon (voir : <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/03/BELLON/14514> - pièce importante)

3/- Bonapartisme ou Constituante (Le Monde diplomatique avril 2014) par André Bellon (voir : <http://www.monde-diplomatique.fr/2014/04/BELLON/50294> - pièce importante)

4/- Contre la profession politique (Marianne n° 818-819 - 22 déc.2012 - 04 janv.2013) par Jacques Julliard (pas de lien disponible ; mais pièce maîtresse (n° 2) de cette proposition, à lire absolument)

5/- La politique économique et sociale du précipice du Président Hollande, 01/08/2014 par Yves Besançon (voir : <http://blogs.mediapart.fr/blog/yves-besancon/010814/la-politique-economique-et-sociale-duprecipice-du-president-hollande>)

6/- Lettre aux français (Marianne n°659, 5 décembre 2009) par Maurice Allais (pas de lien disponible ; mais pièce importante)

7/- 5 articles parus en août 2014 :

a/- La France est le plus gros payeur de dividendes en Europe (par Boursier.com - le 21/08/2014) (voir : <http://www.boursier.com/actualites/economie/la-france-est-le-plus-gros-payeur-de-dividendes-en-europe-25019.html>)

b/- Soros parie plus de deux milliards de dollars sur un prochain effondrement boursier (The Washington Times - 18/08/2014) par Cheryl K. Chumley (voir : <http://www.washingtontimes.com/news/2014/aug/18/george-soros-bets-2b-plus-stock-market-collapse-in/>)

c/- La nausée nous guette (sudouest.fr - le 24/08/2014) par Jean-Claude Guillebaud (voir : <http://www.sudouest.fr/2014/08/24/la-nausee-nous-guette-1650072-4688.php>)

d/- Hollande-Valls : dernier tango à Paris, du 25/08/2014 par Tarik Faycal (voir : <http://blogs.mediapart.fr/blog/tarik-faycal/250814/hollande-valls-dernier-tango-paris>)

e/- Remaniement. Les patrons rassurés, du 25/08/2014 – ouest-france.fr (voir : <http://www.ouest-france.fr/remaniement-les-patrons-rassures-2778756>)

8/- Relire Marcuse pour ne pas vivre comme des porcs (Le Monde diplomatique, août 1998) par Gilles Châtelet (voir : <http://www.monde-diplomatique.fr/1998/08/CHATELET/10825>)

Quelques citations à méditer

* La fameuse "main invisible" et régulatrice du marché ? Elle est invisible, oui, parce qu'elle n'existe pas. Le marché ne se régule pas de lui-même.

La "théorie du ruissellement" chère à Reagan, pour qui l'enrichissement des riches "ruisselle" toujours sur les plus pauvres ? C'est tout simplement faux.

La condamnation systématique de l'État. Elle est dangereuse. (...) Nous avons besoin de nouvelles règles publiques, indépendantes. Le néolibéralisme apparaît comme un système économiquement malsain. Il génère de la pauvreté. Il est dogmatique et injuste. Il menace la démocratie. C'est un mauvais modèle économique". Joseph E. Stiglitz, « Quand le capitalisme perd la tête », 2003.

* Le critère du bien ne peut être que la vérité, la justice et, en second lieu, l'utilité publique. La démocratie, le pouvoir du plus grand nombre, ne sont pas des biens. Ce sont des moyens en vue du bien, estimés efficaces à tort ou à raison. Seul ce qui est juste est légitime. Simone Weil (Note sur la suppression générale des partis politiques)

* Jamais dans l'histoire telle que nous la connaissons, l'homme n'a été autant qu'aujourd'hui un problème pour lui-même.
Max Scheler

* Il ne faut pas [que le peuple] sente la vérité de l'usurpation : elle a été introduite autrefois sans raison, elle est devenue raisonnable ; il faut la faire regarder comme authentique, éternelle, et en cacher le commencement si on ne veut qu'elle ne prenne bientôt fin. Blaise PASCAL (1623–1662) (Pensées).

* La démocratie [dans sa forme actuelle] consolide la domination plus fermement que l'absolutisme ; liberté administrée et répression instinctuelle deviennent des sources sans cesse renouvelées de la productivité. Herbert Marcuse, févr. 1967, dans sa préface à l'édition française de « L'Homme unidimensionnel » (sortie en 1964 aux USA)

* C'est dans le conflit des forces opposées que la science cherche l'ordre et l'équilibre : la guerre perpétuelle est selon elle le seul moyen d'obtenir la paix ; cette guerre s'appelle la concurrence. (Adam Smith)

- * Le plus grand mal, à part l'injustice, serait que l'auteur de l'injustice ne paie pas la peine de sa faute . Platon-Gorgias
- * Une injustice commise quelque part est une menace pour la justice dans le monde entier. Martin Luther King
- * La liberté dans une démocratie n'est pas assurée si le peuple tolère que la puissance privée grandisse au point qu'elle devienne plus forte que l'État démocratique lui-même, ce qui fondamentalement est le fascisme. F.D. ROOSEVELT (message au Congrès, le 11 Janvier 1944)
- * Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde. Albert Camus
- * Le goût de la vérité n'empêche pas de prendre parti. Albert Camus
- * La liberté sans le socialisme conduit à des privilèges et à l'injustice ; le socialisme sans la liberté conduit à l'esclavage et à la brutalité. Bakounine
- * Donnez moi le contrôle sur la monnaie d'une nation, et je n'aurai pas à me soucier de ceux qui font ses lois. Mayer Amshel Rothschild (1743-1812)
- * Le monde est assez grand pour répondre aux besoins de tous mais il sera toujours trop petit pour répondre à la cupidité de quelques-uns. Gandhi
- * Je crois que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés qu'une armée debout. Thomas Jefferson
- * L'expérience est la source unique de la vérité : elle seule peut nous apprendre quelque chose de nouveau ; elle seule peut nous donner la certitude. Henri Poincaré (La science et l'hypothèse -1902)
- * La prospérité rend les hommes insolents, l'adversité les ramène toujours aux pieds du sacerdoce. Baron Paul-Henri d'Holbach
- * L'ancien se meurt, le nouveau ne parvient pas à voir le jour, et dans ce crépuscule prolifèrent les monstres. Antonio Gramsci
- * Le procédé par lequel les banques créent de l'argent est tellement simple que l'esprit en est dégoûté. – John Kenneth Galbraith, économiste